Le 28 juin, le CRPRS organisait une première réunion des coordonnateurs CIS(L)PD afin d’aborder la prévention de la radicalisation sur chaque territoire.

Le 28 juin, le CRPRS organisait une première réunion des coordonnateurs CIS(L)PD afin d'aborder la prévention de la radicalisation sur chaque territoire. Alors que ces derniers sont en cours de révision ou redéfinition de leur stratégie locale de prévention de la délinquance et des radicalités, cette réunion avait pour objectif d'initier une mise en réseau à l'échelle régionale entre professionnels, tout en favorisant le partage d'expériences et de pratiques entre coordonnateurs.

- **Enjeux et problématiques de terrain**

Tout d'abord, les territoires présentent des caractéristiques différentes et ne sont pas confrontés aux mêmes enjeux. Selon les territoires, la prévention de la radicalisation est considérée et portée politiquement, tandis que sur d'autres, elle n'est pas la priorité des élus. A l'approche de la refonte des contrats de ville en 2022, certains territoires entament une réflexion liée à l'intégration de la prévention de la radicalisation dans le contrat de ville, d'autres intègrent la prévention de la radicalisation dans la prévention de la délinquance. Sur d'autres territoires, la prévention de la radicalisation fait l'objet d'une réflexion déjà bien développée.

Des difficultés pénalisent la lisibilité des actions menées sur les territoires, leur communication et leur bonne intégration dans le plan d'action local. Par exemple, les collectivités ne sont pas toujours associées à l'instruction ni même informées (*ou très tardivement)* des projets soutenus par l'Etat *(et/ou la CAF lorsque l'AAP est commun comme dans le Nord).* Il serait donc nécessaire de renforcer la coopération entre Etat et les agglomérations ou plus largement les collectivités concernant la prévention de la radicalisation.

Il ressort également que le terme de « radicalisation » peut faire peur, et de fait entraîner une crispation. A titre d'exemple, l'assassinat de Samuel Paty n'a été que très peu évoqué sur certains territoires. Il serait donc pertinent d'aborder les enjeux liés à la radicalisation en utilisant des notions plus larges comme la cohésion sociale, la jeunesse, les valeurs de la République, de façon à aborder les enjeux liés aux radicalités de façon moins frontale.

- **Stratégies territoriales liées à la prévention de la radicalisation**

Sur les territoires concernés, la prévention de la radicalisation se détermine notamment autour de la prévention primaire. Celle-ci vise à proposer des actions concrètes dans une dynamique de prévention qui se veut globale, pluridisciplinaire et innovante. Par exemple, des pièces de théâtre, des temps d'échanges et de sensibilisations sur la prévention de la radicalisation ont été développés auprès de jeunes publics (collégiens et lycéens). Outre cela, des travaux sur les notions de Valeurs de la République et laïcité, une volonté de renforcer le suivi de publics en situation de fragilité, des sensibilisations pour les élus ont été mis en place sur les territoires. Concernant la participation à des offres de sensibilisations, les retours sont moins nombreux. Certains territoires expliquent avoir bénéficié de sensibilisations sur la religion, les lieux de culte ou techniques de signalement, certaines sessions ayant pu être organisées avec les renseignements territoriaux.

- **Quels besoins et appuis recensés ?**

Tout d'abord, les territoires partagent l'idée selon laquelle le besoin d'informations sur la prévention de la radicalisation est nécessaire. Collégiens, lycéens, professionnels, parents, élus, les publics sont divers mais la complexité de la thématique fait que tous ces acteurs ont besoin d'une culture commune sur ces sujets. D'ailleurs, certains coordonnateurs ont émis la volonté de travailler sur les différentes formes de radicalisation, et non plus uniquement sur la radicalisation islamiste comme cela avait été le cas dans les plans et stratégies précédentes. En outre, certains territoires rappellent que la remontée d'information est primordiale. En effet, le manque de moyens humains et matériels, ainsi que l'insuffisance du maillage territorial complexifient le travail. Aujourd'hui, il faudrait favoriser la cohésion entre les services et acteurs, Etat et collectivités pour accentuer l'émulation collective.

- **Conclusion**

Actuellement, le CRPRS finalise un panorama des formations mobilisables sur le territoire qui sera diffusé au plus tôt. L'offre de sensibilisation et de formation du CRPRS s'étoffe progressivement, notamment avec des sessions de webinaires en collaboration avec le CPRMV (Montréal) qui peuvent être mobilisées *(y compris localement)* ainsi que des journées de sensibilisation qui s'ajustent aux besoins locaux et publics ciblés. Enfin, plusieurs membres de l'équipe CRPRS/IREV sont habilités pour former et déployer le plan de formation « Valeurs de la république et Laïcité ». Les sollicitations peuvent directement être adressées à Francesca Duhamel (f.duhamel@prev-radicalites.org [1]).

Type d'actualites: Information générale [2]
Dates: Lundi 28 juin 2021 - 14:00
Thématiques: Prévention de la radicalisation [3]
Prévention primaire [4]
Collectivités / Etablissement public [5]
Observation [6]
Publié le 16 juillet 2021

**URL de la source (modifié le 19/01/2024 - 14:39):** https://prev-radicalites.org/actualites-0/retour-sur-la-reunion-de-reseau-des-cispd

**Liens**
[1] mailto:f.duhamel@prev-radicalites.org
[2] https://prev-radicalites.org/taxonomy/term/4316
[3] https://prev-radicalites.org/taxonomy/term/3699
[4] https://prev-radicalites.org/taxonomy/term/3694
[5] https://prev-radicalites.org/taxonomy/term/3676
[6] https://prev-radicalites.org/taxonomy/term/3691